

# La crise comme révélateur des solidarités locales

## Solidarités locales face à la crise

L'épidémie de Covid-19 a remis à l'ordre du jour les « solidarités » dans les débats publics. Les discours font apparaître ces solidarités comme une ressource éminemment locale pour faire face à la crise, à commencer par les discours du président de la République (e.g. allocution du 13 avril 2020). Celles-ci permettent, pendant la période du confinement mais aussi au-delà, de pallier aux besoins primaires des plus fragiles (personnes âgées, isolées, en situation de précarité matérielle, etc.) qui sont par ailleurs reconnus comme étant les plus touchés par la maladie et par les effets collatéraux de la crise sanitaire : isolement, perte de ressources matérielles, déscolarisation des enfants, etc. Faisant le constat de l'implication déterminante des acteurs locaux, parmi lesquels les associations et les collectivités locales dans la gestion de la crise, le président annonce l'octroi de nouvelles responsabilités et libertés permettant de libérer « la créativité et l'énergie du terrain » (allocution du 14 mai).

Dans le contexte de la crise sanitaire, la solidarité recouvre un autre sens et se situe à une autre échelle par rapport à la solidarité à laquelle font référence les politiques urbaines, comme celle de la loi Solidarité et renouvellement urbain de 2000. Ce n'est pas la solidarité institutionnelle, encadrée par le haut et dont l'Etat serait le garant. Il s'agit ici des liens sociaux de proximité, même informels, d'une « solidarité interpersonnelle, entre pairs », dont le voisinage et l'amitié jouent un rôle fort (Merklen, 2020). La valorisation de ces solidarités à petite échelle marque une reconnaissance de leur capacité à pallier aux difficultés de l'Etat à agir dans les territoires et de leur potentiel d'innovation et d'adaptation.

## La crise sanitaire comme révélateur des facettes des crises du logement

En France, l'échelle nationale reste pourtant l'échelle d'intervention dans de nombreuses politiques sociales concernant le logement des plus précaires, malgré les vagues de décentralisation depuis 1999 (loi Chevènement). Toutefois, une crise latente laissant en situation de précarité résidentielle des populations plus nombreuses et plus diverses s'installe dans la durée en France (Driant & Madec, 2018) et au-delà (Madden & Marcuse, 2016). La pandémie contribue uniquement à en multiplier et à augmenter les manifestations (Reyes *et al.*, 2020). À titre d'illustration, suite à la crise sanitaire, « près d'un quart de la population française pense rencontrer des difficultés pour payer son loyer, son crédit immobilier ou ses charges dans les douze prochains mois », cette crainte atteignant 42% des ménages pauvres et 37% des ménages modestes, selon une étude de l'INED (Lambert *et al.*, 2020).

La crise sanitaire rend surtout visible les conditions impropres d'habitat de populations exclues du logement social, vivant dans différentes formes d'hébergement institutionnel ou lieux de vie informels : travailleurs saisonniers ou très précaires, personnes en situation de migration ou d'exil, etc. Ces lieux de vie, la plupart du temps surpeuplés et dans lesquels les conditions d'hygiène font défaut, deviennent foyers de contagion. Dans les pays où l'habitat informel est plus étendu, le constat de l'impact renforcé de l'épidémie sur les quartiers populaires non règlementaires est déjà fait (Audibert, 2020). Les interdépendances entre ces espaces en marge de l'urbain et les villes, conditionnant l'accès au travail et aux ressources et services urbains, apparaissent comme essentielles pour la survie de leurs habitants. Mais le fonctionnement des villes en contexte de crise en dépend également, beaucoup de travailleurs essentiels en période de crise y résidant : livreurs,

éboueurs, vendeurs, etc. La crise montre ainsi l'importance de ne pas considérer les inégalités et les ségrégations comme étant des phénomènes marginaux liés uniquement à ces territoires à faible marge « d'extraction de richesse » (Semi, 2020), mais plutôt comme parties intégrantes des villes.

### **Comprendre et valoriser les solidarités locales dans l'action publique**

Les actions de solidarités qui contribuent à l'intégration dans la ville des personnes en situation de vulnérabilité résidentielle demeurent peu connues par l'action publique urbaine, même si ces associations et collectifs locaux de la solidarité comblent des manques de service public (hébergement, accompagnement social, santé, aide alimentaire, etc.).

Des travaux de recherche, dont certains participatifs et se basant sur les expériences vécues des exilés, révèlent des géographies des « lieux clés de la survie » dans la ville (Mekdjian, 2016) ou encore de « nouvelles centralités urbaines » (Delage *et al.*, 2008). À partir d'une autre perspective, la sociologie des organisations et la sociologie du travail montrent les évolutions du monde associatif de la solidarité (Hély, 2009, Cottin-Marx, 2019) et ses relations avec l'Etat (Cottin-Marx *et al.*, 2017). Dans ces mutations à l'œuvre actuellement, les associations locales et de proximité s'appuyant sur le « travail bénévole » (Simonet, 2010) deviennent particulièrement fragiles dans un système compétitif qui favorise les grandes associations polyvalentes et déterritorialisées.

Dans la perspective d'une reconnaissance du rôle des différentes formes associatives locales de la solidarité comme ressources de résilience face aux crises, la recherche urbaine se doit de s'intéresser davantage à leur place dans la ville et dans les systèmes de décision urbaine. Cela implique, entre autres, de mieux comprendre les aspects spatiaux des solidarités et leurs interrelations dans le territoire, à différentes échelles. Se pose aussi la question de l'impact de l'action publique sur les associations et leur inclusion dans les stratégies et les projets urbains. Enfin, ces perspectives de recherche appellent à l'étude des possibilités que présentent les modèles alternatifs d'accès au foncier et au logement, les expérimentations portées par des associations et par des mouvements sociaux. Au niveau international, elles s'inscrivent dans un agenda de recherche des pistes d'évolution vers une dé-financiarisation de l'habitat et de la ville (Wijburg, 2020, Beveridge & Koch, 2019). Elles peuvent enfin contribuer à reconsolider le rôle des villes dans la maîtrise de la question du logement, permettant ainsi de remédier aux fragilités des populations urbaines.

### Sources

Camille Audibert, 2020, « En Argentine, le bidonvilles sont les plus vulnérables au Covid-19 », samedi 6 juin 2020, *Mediapart.fr*

Ross Beveridge, Philippe Koch, 2019, « Contesting austerity, de-centring the state: Anti-politics and the political horizon of the urban », *Environment and Planning C: Politics and Space*

Simon Cottin-Marx, 2019, *Sociologie du monde associatif*, Paris, La Découverte.

Simon Cottin-Marx *et al.*, 2017, « La recomposition des relations entre l'État et les associations : désengagements et réengagements », *Revue française d'administration publique*, n° 163/3, pp. 463-476.

Aurélié Delage, Fanny Leostic, Marion Pollet, Emmanuelle Bonerandi, 2008, « La demande d'asile à Lyon : flux européens et centralités urbaines », *Espace populations sociétés*, n°2 / 2008, pp. 301-317.

Jean-Claude Driant, Pierre Madec, 2018, *Les crises du logement*, Paris, Presses universitaires de France.

Matthieu Hély, 2009, *Les métamorphoses du monde associatif*, Paris, Presses universitaires de France.

Anne Lambert, Joanie Cayouette-Remblière, Elie Guéraud, Catherine Bonvalet, Violaine Girard, Guillaume Le Roux, Laetitia Langlois, 2020, *Logement, travail, voisinage et conditions de vie : ce que le confinement a changé pour les Français*, Enquête COCONEL, Note de synthèse n°10, vague 6, INED.

David Madden, Peter Marcuse, 2016, *In Defense of Housing. The Politics of Crisis*, Londres/ New York, Verso.

Sarah Mekdjian, 2016, « Les Récits migratoires sont-ils encore possibles dans le domaine des Refugee Studies ? Analyse critique et expérimentation de cartographies créatives », *ACME: An International E-Journal for Critical Geographies*, 15 (1).

Denis Merklen, 2020, « Solidarité(s) et conflit », *L'Humanité*, 15 avril 2020.

Alejandra Reyes, Ana Vilenica, Claire Bowman, Elana Eden, Erin McElroy, Michele Lancione, 2020, « Editorial », *Radical Housing Journal*, mai 2020, Vol 2(1) pp. 1-8.

Maud Simonet, 2010, *Le travail bénévole : Engagement citoyen ou travail gratuit ?*, Paris, La Dispute.

Gertjan Wijburg, 2020, « The de-financialization of housing: towards a research agenda », *Housing Studies*.